

MAIRIE DE MÉDIÈRE
40 Route de Montbéliard
25250 MÉDIÈRE

Aménagement d'une aire de loisirs intergénérationnelle

**PHASE
ACT**

Mission	Pièce N°	Indice
MOE	1	0
N°Affaire	Emetteur	Echelle
2024-C36	BDP	Sans

FICHIER

ACT-18-07-2025-Ind0.msa

MODIFICATIONS

**Règlement de
Consultation**

Indice	Date	Libellé
0	18/07/2025	Version initiale

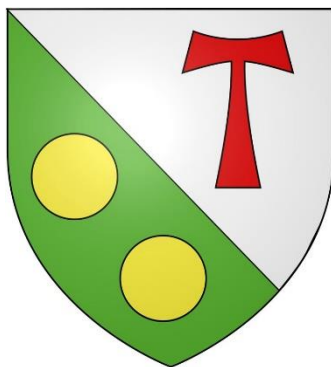
MAITRE D'OEUVRE



BDP SAS
118 Route d'Audincourt
25200 MONTBELIARD
Tél : 03.81.91.81.37
bureau.du.paysage@orange.fr

Date et heure limite de réception des offres :
VENDREDI 05 SEPTEMBRE 2025 à 12H00

Rédigé par :	Le :	Vérifié et validé par :	Le :
E. TOURNIER	18/07/2025	P. TOURNIER	18/07/2025



RÈGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Aménagement d'une aire de loisirs intergénérationnelle

Date et heure limites de réception des offres :

VENDREDI 05 SEPTEMBRE 2025 à 12H00

MAIRIE DE MÉDIÈRE
40 Route de Montbéliard
25250 MÉDIÈRE

SOMMAIRE

<u>1 - Objet du marché – Caractéristiques principales</u>	3
1.1 - Objet	3
1.2 - Obligations du candidat.....	3
1.3 - Marché réservé	3
1.4 - Limite à la sous-traitance	3
1.5 - Liste des intervenants	3
<u>2 - Conditions de la consultation</u>	3
2.1 - Mode de passation - Procédure	3
2.2 - Mode de dévolution - Décomposition en lots	3
2.3 - Décomposition en tranches.....	3
2.4 - Délai de validité des offres	3
2.5 - Forme juridique de l'attributaire.....	4
2.6 - Certifications et compétences de l'attributaire	4
2.7 - Variantes	4
2.8 - Prestations supplémentaires éventuelles	4
2.9 - Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution.....	4
2.10 - Contenu du dossier de consultation	4
2.11 - Modifications de détails au dossier de consultation	5
2.12 - Visite des lieux d'exécution du marché	5
<u>3 - Retrait du dossier</u>	5
<u>4 - Présentation des candidatures et des offres</u>	5
4.1 - Pièces de la candidature	6
4.2 - Pièces de l'offre.....	7
<u>5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis</u>	7
5.1 - Transmission électronique	8
5.2 - Transmission sous support papier	9
<u>6 - Examen des candidatures et des offres</u>	9
6.1 - Sélection des candidatures	9
6.2 - Jugement des offres.....	9
6.3 - Négociation	11
<u>7 - Renseignements complémentaires</u>	11
7.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
7.2 - Procédures de recours	11

1 - Objet du marché - Caractéristiques principales

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Aménagement d'une aire de loisirs intergénérationnelle

Lieu(x) d'exécution : **Rue du Crepenot - 25250 MÉDIÈRE**

1.2 - Obligations du candidat

Le candidat est réputé, avant la remise des offres, avoir pris connaissance de tous les documents de la consultation.

A défaut de remarques, d'observation, de contestation, écrites de sa part, avant la remise des offres, celui-ci est réputé avoir accepté les documents de la consultation dans leur intégralité.

1.3 - Marché réservé

Le marché n'est pas réservé.

1.4 - Limite à la sous-traitance

Il n'est pas prévu de limites à la sous-traitance dans le cadre de la présente consultation.

1.5 - Liste des intervenants

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

MAIRIE DE MÉDIÈRE

40 Route de Montbéliard

25250 MÉDIÈRE

Tél : 03.81.92.81.70 - mairie.mediere@orange.fr

La mission de maîtrise d'œuvre est assurée par :

BDP SAS

118 Route d'Audincourt

25200 MONTBELIARD

Tél : 03.81.91.81.37 - bureau.du.paysage@orange.fr

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Mode de passation - Procédure

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique.

2.2 - Mode de dévolution - Décomposition en lots

Le marché n'est pas décomposé en lots.

2.3 - Décomposition en tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranches de travaux.

2.4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **150 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.5 - Forme juridique de l'attributaire

L'offre pourra être présentée soit par **une seule entreprise** OU par **un groupement de cotraitants**. Elle devra également indiquer les prestations et leur montant pour chaque cotraitant, la dénomination et la qualité des cotraitants, ainsi que le mandataire du groupement.

En cas de groupement, le pouvoir adjudicataire n'impose aucune forme particulière à l'attributaire.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

Dans le cas où il ne revêtirait pas cette forme, lors du dépôt de sa candidature ou de son offre, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de contraindre le groupement attributaire à revêtir la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

En cas de recours à la sous-traitance, le candidat devra déclarer l'ensemble de ses sous-traitants avec indication des prestations sous-traitées et du montant correspondant. Cette déclaration se fera par le biais d'un formulaire DC4.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

2.6 - Certifications et compétences de l'attributaire

L'entreprise unique OU le groupement de cotraitants devra obligatoirement présenter les compétences suivantes :

- Compétences en terrassements / démolition / création de voiries et surfaces minérales / création de réseaux humides / pose d'éléments de maçonnerie / pose de bordures / réalisation de revêtements / pose de signalisation verticale / réalisation de signalisation horizontale / pose de mobilier et équipements / pose d'équipements de jeux et sportifs / création d'espaces verts.

2.7 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.8 - Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

2.9 - Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement. Le marché ne sera pas reconduit.

2.10 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend les éléments suivants :

- 0 - Sommaire
- 1 - Règlement de Consultation
- 2 - Acte d'Engagement
- 3 - Cahier des Clauses Administratives Particulières
- 4 - Cahier des Clauses Techniques Particulières / Bordereau des Prix Unitaires
- 5 - Détail Quantitatif Estimatif
- 6.01 - Plan masse / plantations
- 6.02 - Plan nivellement / réseaux
- 7.01 - Annexe n°01 : Récépissés de DT
- 7.02 - Annexe n°02 : Diagnostic amiante / plomb

2.11 - Modifications de détails au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.12 - Visite des lieux d'exécution du marché

Le candidat doit prendre connaissance des lieux, du site et de son environnement, de l'importance et de la nature des prestations à effectuer et de toutes les difficultés et sujétions pouvant résulter de leur exécution.

La visite du site n'est pas rendue obligatoire pour répondre au marché mais elle est toutefois vivement conseillée.

3 - Retrait du dossier

Le Maître d'Ouvrage informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Le dossier de consultation des entreprises sera téléchargeable gratuitement par chaque candidat et pourra être retiré sur le site : <https://www.marches-securises.fr>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non-indication de ladite adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

4 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 - Pièces de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. Les éléments de preuve relatifs à des prestations exécutées il y a plus de trois ans seront pris en compte.	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Document attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate (qualifications, certifications, etc...)	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (cotraitant, sous-traitant) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique (cotraitant, sous-traitant) que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat devra joindre les documents exigés aux articles R2143-6 au R2143-8 du Code de la commande publique :

- les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail ; ces pièces sont à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat,
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Afin de satisfaire à ces obligations, le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

L'attributaire envisagé devra produire ces dernières pièces dans un délai de 6 jours à compter de la demande réalisée par la personne publique si ces dernières ne sont pas produites au moment de l'offre.

4.2 - Pièces de l'offre

Libellés	Signature
L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat	Oui
Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)	Oui
Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) / Bordereau des Prix Unitaires (BPU)	Oui
Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	Oui
Le Mémoire Technique justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat et reprenant point par point les critères de notation de la valeur technique définis au paragraphe 6.2	Oui

En cas de groupement, le mandataire peut être le seul signataire des pièces contractuelles à condition que celui-ci y ait été préalablement autorisé par les autres membres du groupement (par le biais d'une délégation de pouvoir, le cas échéant).

5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le Candidat.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Avertissement préalable :

Il est rappelé aux candidats que la collectivité ne peut être tenue pour responsable :

- ⇒ En cas de mauvaise utilisation par l'utilisateur du service ou en cas d'indisponibilité temporaire du service en raison notamment de période de maintenance, d'incidents techniques ou de cas de force majeure.
- ⇒ Des dommages, directs ou indirects, matériels ou immatériels résultant notamment de la consultation et/ou de l'utilisation de ce site web (ou d'autres sites qui lui sont liés) et des éventuelles applications en téléchargement qui auraient pu être recueillies et notamment de tout préjudice financier ou commercial, de pertes de programmes ou de données dans le système d'information de l'utilisateur.

Il appartient au candidat de ne pas attendre le jour de la date limite de dépôt des offres pour engager la procédure de dépôt d'une offre dématérialisée.

Il est de la responsabilité de chaque candidat de **prévoir un temps suffisant pour déposer une offre dématérialisée avant la date et l'heure limites de remise des offres**. La date et l'heure de réception d'un pli dématérialisé correspondant au dernier octet reçu sur la plateforme de dématérialisation. Le candidat doit anticiper les délais nécessaires au téléchargement de son offre dématérialisée compte tenu notamment de la taille de ses fichiers et des débits de connexion Internet.

5.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Mairie de MÉDIÈRE

40 Route de Montbéliard

25250 MÉDIÈRE

Aux horaires d'ouvertures habituelles de la Mairie

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Au vu des délais d'obtention qui peuvent être allongés, le candidat est fortement invité à anticiper sa demande de certificat de signature électronique auprès du prestataire.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique des documents n'est pas exigée au stade du dépôt de l'offre mais fortement recommandée.

Néanmoins, la signature électronique du contrat (acte d'engagement ou convention) par l'attributaire sera exigée au final dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre quelques minutes avant l'heure limite et de s'être assurés au préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plate-forme (attention aux pré-requis techniques).

5.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

6 - Examen des candidatures et des offres

6.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

6.2 - Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Prix des prestations	40 %
2- Valeur technique	60 %

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur l'acte d'engagement et le détail quantitatif estimatif, le DQE prévaudra et le montant sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

➤ **1 - Prix des prestations - Note sur 40 :**

La note sera attribuée sur un total de 40 points en respectant la formule de calcul suivante :

40 x Prix de l'offre la plus basse / Prix de l'offre du candidat évalué

➤ **2 - Valeur technique - Note sur 60 :**

La note sera attribuée exclusivement sur l'analyse du mémoire technique selon les sous-critères suivants :

- **2.1 - Organisation, moyens et méthodologie d'exécution du candidat et de ses cotraitants ou sous-traitants - 20 points**
 - ✓ Moyens humains et matériels affectés au chantier - 5 points
 - ✓ Formation et CV du personnel - personnel encadrant affectés au chantier - 2,5 points
 - ✓ Procédure d'exécution détaillée et répartition des tâches - 10 points
 - ✓ Organisation et méthodologie de gestion du chantier - 2,5 points
- **2.2 - Planning et phasage des travaux - 10 points**
 - ✓ Planning détaillé par grands postes et par cotraitants / sous-traitants - 5 points
 - ✓ Phasage des travaux / déroulement géographique et temporel des travaux - 5 points
- **2.3 - Qualité des matériaux et fournitures pour la réalisation des travaux - 15 points**
 - ✓ Identification des fournisseurs, de la provenance et de la référence des matériaux et fournitures prévus - 5 points
 - ✓ Fourniture des fiches techniques - 10 points
- **2.4 - Analyse du contexte du site, sécurité et signalisation de chantier - 10 points**
 - ✓ Mise en évidence des contraintes et enjeux avec analyse de l'environnement du chantier - 5 points
 - ✓ Solutions apportées pour limiter les nuisances et les contraintes - 3 points
 - ✓ Mise en sécurité du chantier et signalisation - 2 points
- **2.5 - Propreté, gestion des déchets, respect de l'environnement, politique hygiène et sécurité - 5 points**
 - ✓ Organisation du candidat pour assurer la propreté du chantier et mode de gestion des déchets de chantier - 2 points
 - ✓ Mesures prises en faveur de l'environnement - 2 points
 - ✓ Politique hygiène et sécurité des travailleurs - 1 point

6.3 - Négociation

Après analyse des offres initiales, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager une négociation avec les candidats selon les critères de jugement susvisés.

La négociation portera sur tout ou partie des éléments de réponse aux critères de jugement des offres. A l'issue de la négociation, l'offre négociée remplacera ou complètera l'offre initiale. Le classement des offres sera réalisé conformément aux critères de jugement.

Le pouvoir adjudicataire pourra toutefois attribuer le marché de travaux sur la base des offres initiales hors négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

7 - Renseignements complémentaires

7.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Besançon
30 Rue Charles Nodier
25000 BESANCON

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.